

ALLEMAGNE

Ces sociaux-démocrates qui veulent dynamiser la libéralisation du marché du travail

Les sociaux-démocrates n'ont jamais vraiment digéré la libéralisation du marché du travail menée par Gerhard Schröder au début des années 2000. Aujourd'hui, certains tentent de revenir sur ces réformes et de remettre en avant le «social» dans SPD. Parmi les propositions, un revenu de base solidaire, au lieu du controversé minimum social dit «Hartz IV». **DÉBORAH BERLIOZ** CORRESPONDANTE À BERLIN

La prospérité de l'Allemagne ne profite pas à tous ses citoyens. En mars dernier, près de 16 millions d'Allemands bénéficiaient du minimum social dit «Hartz IV», devenu synonyme de précarité et d'impasse. Selon une étude de l'Institut de recherche sur le travail (IAB), un million de personnes ont touché Hartz IV sans interruption entre son introduction en 2005 et 2014.

Selon l'extrême gauche et les écologistes, il est grand temps de revoir le système en profondeur. Même certains sociaux-démocrates – pourtant à l'origine des réformes Hartz – ont rejoint le chœur des critiques. «Il faut en finir avec Hartz IV», a ainsi déclaré le maire de Berlin, Michael Müller. D'ailleurs il a déjà une alternative: un revenu de base solidaire.

L'idée a ses supporters, dont l'Institut allemand d'économie (DIW). Ses chercheurs l'ont développée dans un papier paru en février dernier. Ce concept n'a rien à voir avec le revenu de base universel. Alors que ce dernier est versé à tous et sans conditions, le revenu de base solidaire n'est rien d'autre qu'un salaire en échange d'un travail. Michael Müller propose en effet la création de 150 000 emplois publics à destination des chômeurs de longue durée qui dépendent des allocations Hartz IV. En Allemagne, ils sont plus de 856 000 à ne pas avoir travaillé depuis plus d'un an. Selon l'Agence fédérale pour l'emploi, en 2016, 9% d'entre eux étaient restés éloignés du marché du travail depuis plus de quatre ans.

UNE IDÉE QUI MANQUE D'ORIGINALITÉ

Ce revenu de base solidaire ressemble cependant à s'y méprendre au «marché du travail social» prévu par la toute nouvelle grande coalition. Une enveloppe de quatre milliards d'euros devrait permettre la création de 150 000 emplois aidés d'ici 2021. Les deux projets ne se différencient qu'à la marge. Tandis que le maire de Berlin prévoit la création de postes uniquement dans des entreprises publiques, le programme du gouvernement devrait également subventionner des places dans le privé.

Dans les deux cas, on veut toutefois éviter de faire concurrence aux emplois classiques. Le revenu de base solidaire ne doit donc financer que des activités d'intérêt général. Le DIW en propose neuf catégories, comme «conciergerie dans des immeubles communaux» ou «aide aux personnes âgées».

Ces idées ont cependant un arrière-goût de déjà-vu. Juste après la réunification, l'Allemagne fait face à un chômage de masse et décide la mise en place de mesures d'aide à l'emploi. On crée alors des postes temporaires qui ne requièrent aucune qualification afin de réintégrer les chômeurs sur le marché du travail. Finalement, des études ont montré que les participants à ces programmes avaient eu besoin de plus de temps pour retrouver un réel emploi que d'autres travailleurs au profil similaire.



Ronnie Schöb, professeur d'économie à l'Université libre de Berlin, n'est pas plus optimiste sur les effets d'un revenu de base solidaire: «Comme on ne veut pas faire de concurrence aux emplois classiques, les postes créés n'auront aucun rapport avec le marché du travail normal. Ils ne vont donc fournir aucune qualification utile à ceux qui vont les occuper.» Sans compter que, quand on est occupé à temps plein, il n'est pas évident de chercher une autre place. «De plus, Michael Müller veut que ces emplois soient à durée indéterminée, afin que les chômeurs ne soient pas balancés d'une mesure à l'autre. Mais cela va leur enlever toute motivation pour sortir de ces mesures. Les bénéficiaires vont se retrouver dans une impasse», pronostique le chercheur.

Un cul-de-sac qui risque de coûter plus cher que prévu. Selon le DIW, la facture s'élèverait à 750 millions d'euros par an pour 150 000 emplois. Le calcul laisse Ronnie Schöb sceptique: «Ils partent du principe que les gens qui recevront le revenu de base solidaire vont sortir du système Hartz IV, et donc que les coûts de leur gestion par l'administration vont disparaître.» Hartz IV est né de la fusion de l'allocation chômage de longue durée et des aides sociales telle l'aide au logement. Tous ceux qui travaillent mais ne gagnent pas assez pour subvenir à leurs besoins dépendent également de Hartz IV. «750 millions d'euros par an est le coût minimum de cette mesure», assure le professeur d'économie.

EMPLOIS INCOMPATIBLES AVEC LE PUBLIC VISÉ

L'objectif premier du revenu de base solidaire n'est cependant pas de réintégrer les chômeurs sur le marché du travail classique. «Il s'agit davantage de les stabiliser, d'éviter un glissement dans la maladie et de leur redonner dignité et respect», précise Jürgen Schupp, chercheur au DIW, dans les colonnes de l'hebdomadaire *Die Zeit*.

Une ambition louable mais peu réaliste car le projet comporte encore d'irréductibles contradictions. Comme le souligne un journaliste du magazine *Der Spiegel*, «les emplois proposés ne correspondent souvent pas au public visé». Michael Müller veut en faire profiter des gens «qui, pour diverses raisons, ne sont pas adaptés au marché du travail». «Beaucoup ont plusieurs problèmes graves à la fois, continue le journaliste, comme un surendettement, une dépendance, une maladie psychique ou un manque de formation professionnelle. Des activités comme l'accompagnement de réfugiés, l'entraînement dans une association sportive ou encore du babysitting pour des parents célibataires demandent non seulement une qualification, mais aussi des compétences sociales et de la fiabilité.»

L'idée de Michael Müller est loin de faire l'unanimité. Irréaliste pour certains, elle ne s'attaque pas au vrai problème pour d'autres. «Cela n'aide ni les retraités pauvres, ni ceux qui triment pour des salaires de misère ou qui ont des contrats précaires», s'insurge Robert Habeck, le chef des écologistes, dans le *Tagesspiegel*. Tous ces gens aussi dépendent de Hartz IV, mais resteraient exclus du revenu de base solidaire.

UKRAINE

Berne promet la cyberadministration à coup de millions

La Confédération continue à investir en Ukraine pour transformer le pays selon les règles occidentales de bonne gouvernance.

MARTIN BERNARD

Du 9 au 13 avril dernier, une délégation de responsables ukrainiens locaux et ministériels a effectué un voyage d'étude en Suisse alémanique consacré à la cyberadministration et à ses différentes thématiques, dont la technologie du Blockchain, qui intéresse particulièrement Kiev.

Le séjour s'inscrivait dans le cadre d'EGAP (pour «E-Governance for Accountability and Participation»), un projet financé à hauteur de 4,3 millions de francs sur quatre ans par la Direction du développement et de la coopération (DDC). Ce programme vise notamment à renforcer l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les organismes publics, pour remplir un formulaire en ligne et voter par voie électronique, par exemple.



L'EGAP se déploie dans quatre régions (Oblast) d'Ukraine: Volyn, dans l'ouest du pays, Vinnytsia, au centre, Odessa, dans le sud et Dnipropetrovsk, plus à l'est. Odessa et Dnipropetrovsk sont deux régions touchées par les conflits qui agitent encore le pays. Elles accueillent aussi de nombreux déplacés internes.

RENFORCER LA CONFIANCE

Le but du programme est de «lutter contre la corruption et la difficulté d'accès aux informations» et de «renforcer la confiance du public dans l'administration ukrainienne», indique la brochure officielle de la Confédération. Depuis 2014, l'Ukraine a progressé de 32 places dans l'indice de développement du e-gouvernement des Nations Unies. Sur le terrain, l'EGAP est mis en place par

la fondation suisse Innovabridge et par l'East European Foundation, une organisation financée en partie par la DDC et par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

Le montant de 4,3 millions alloué par la Confédération pour ce programme ne représente qu'une petite partie des 100 millions de francs octroyés à l'Ukraine depuis 2015. À cette enveloppe s'ajoutera un prêt total de 200 millions de dollars dans le cadre d'un programme d'aide internationale coordonné par le Fonds monétaire international (FMI).

Lire aussi: À quoi serviront les 300 millions de francs promis par la Suisse à l'Ukraine? Par Martin Bernard, www.lacite.info, 25 septembre 2017